

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



MINISTÈRE DES POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES

L'Administration des Postes française met en vente, à partir du 11 novembre 1951, à Paris (Musée Clemenceau) et à Saint-Vincent-sur-Jard (Vendée) et, à partir du 12 novembre, dans les autres bureaux du territoire, un timbre-poste à l'effigie de Georges CLEMENCEAU.

CARACTÉRISTIQUES DE CE TIMBRE

Valeur : 15 francs.

Couleur : brun foncé.

Dessiné, et gravé en taille-douce par Decaris.



Format vertical (22 × 36).

Dentelé 13.

50 timbres à la feuille.

Georges CLEMENCEAU (1841-1929)

On ne comprendrait pas que l'émission d'un timbre à l'effigie de Georges CLEMENCEAU ne coïncide pas avec l'anniversaire de la Victoire de 1918 : pour l'Histoire comme déjà pour ses contemporains, le nom du célèbre homme d'État est lié à jamais aux angoisses comme aux triomphes de la première guerre mondiale.

Lorsqu'à soixante-seize ans le vieux polémiste va se transformer en chef de guerre — n'a-t-il pas été pour nous ce que fut pour les Anglais Winston Churchill ? — il a derrière lui une carrière mouvementée de journaliste, d'opposant, d'homme de gouvernement. Sa vie politique est riche en contrastes étonnantes. Né à Mouilleron-en-Pareds (Vendée), d'un père vieux militant républicain, il se consacre bientôt, après des études de médecine, à l'action politique. Dès 1870, il est maire de Montmartre, député de Paris à l'Assemblée Nationale de Bordeaux, signataire de la protestation des Alsaciens-Lorrains. Il représente le type même de ces jacobins patriotes dont les idéologies politiques — loin d'affaiblir le sens national — concourent à le confirmer.

Pendant une trentaine d'années, Georges CLEMENCEAU occupe une place à part dans la vie politique. Chef théorique du radicalisme, il reste un isolé, individualiste à l'extrême, rebelle à toute consigne de parti. Homme d'action, sa violence froide et dédaigneuse, son scepticisme amer qui lui dicte ses mots célèbres, cruels et gouailleurs, ses attaques passionnées, font de lui un tombeur de ministères, un lutteur redouté pour « sa langue, son épée, son pistolet », tel que le peint Rafaelli dans un tableau célèbre.

Si les hasards du suffrage universel lui imposent, lors de l'affaire de Panama, une retraite de quelques années, l'affaire Dreyfus lui fait retrouver sa popularité et son influence parlementaire. De 1906 à 1909, Président du Conseil, il se révèle comme un homme d'État, ayant le goût des responsabilités et le sens du gouvernement. Ces qualités d'énergie et de résolution qui l'imposent en 1917 pour diriger le pays à une heure critique, s'expriment dans sa première déclaration ministérielle où revient sans cesse la phrase fameuse : « Je fais la guerre... ». « Le Tigre », comme on l'appelle alors, entre dans la gloire et la légende. C'est le vieillard au front haut, à la moustache tombante, aux yeux enfouis sous d'épais sourcils, silhouette désormais fameuse du « Père la Victoire » visitant les soldats aux premières lignes ; c'est enfin l'homme qui, après son échec à la Présidence de la République, va se confiner volontairement dans une retraite hautaine, dernière marque d'un caractère inflexible, de la trempe des grands hommes d'État.